

Brésil: rébellion ouvrière dans l'Amazonie

20-04-2011

Au mois de mars de cette année, a éclaté la plus grande protestation sociale depuis de nombreuses années au Brésil. Plus de 80 000 travailleurs de tout le pays ont paralysé les travaux du “progrès” : centrales hydroélectriques, usines thermiques et raffineries. La mèche de la protestation a pris dans la forêt amazonienne, à Jirau, et fut allumée par l’arbitraire, la violence et l’autoritarisme.

Tout a commencé avec quelque chose de très petit, comme en Tunisie, semblable à la façon dont commencent les grands événements sociaux. Une bagarre entre un ouvrier et un chauffeur de bus, dans l’après-midi du 15 mars, dans le camp où des milliers de peones [manöuvres, hommes de peine], en provenance des coins les plus pauvres du Brésil, construisent un des plus grands barrages hydroélectriques du pays, un chantier gigantesque sur le rio Madeira qui coûtera 10 milliards de dollars. Peu de temps après la bagarre dans laquelle l’ouvrier a été battu, des centaines de travailleurs ont commencé à mettre le feu aux autobus qui les amènent depuis leurs baraquements jusqu’au chantier. Certaines sources parlent de 45 autobus et 15 véhicules brûlés, tandis que d’autres élèvent le nombre à 80 autobus incendiés en quelques minutes. Ont aussi brûlé les bureaux de l’entreprise de construction Camargo Correa [1], la moitié des chambres et au moins trois distributeurs automatiques de billets de banque. Environ 8.000 travailleurs sont entrés dans la jungle pour échapper à la violence. La police a été débordée et à peine a-t-elle pu protéger les dépôts d’explosifs utilisés pour détourner le cours de la rivière. Le calme est revenu juste lorsque le gouvernement de Dilma Rousseff a envoyé 600 soldats de la police militaire pour contrôler la situation. Mais les travailleurs, environ 20.000 à l’usine de Jirau, ne sont pas retournés au travail et sont repartis dans leurs lieux d’origine. Dans l’usine voisine de San Antonio, a commencé une grève des 17.000 travailleurs qui construisent une autre centrale sur le même rio Madeira, près de Porto Velho, la capitale de l’État de Rondônia. En à peine une semaine, une vague de grèves dans les grands travaux s’est propagée : 20.000 travailleurs ont cessé le travail à la raffinerie Abreu e Lima dans le Pernambuco, 14.000 autres dans l’usine pétrochimique Suape dans la ville du même nom, 5000 à Pecém, dans l’État du Ceará.

Ce qui est commun entre toutes ces grèves, c’est qu’elles se déroulent dans les chantiers géants du Programme d’Accélération de la Croissance (PAC) , et qu’elles s’affrontent aux grandes entreprises de la construction du pays, les multinationales brésiliennes qui travaillent pour le gouvernement. Les barrages du rio MadeiraLe rio Madeira est le principal affluent de l’Amazonie. Il naît à la confluence des rios Beni et Mamoré, près de la ville de Vila Bela à la frontière entre le Brésil et la Bolivie, s’étend sur une longueur de 4 207 kilomètres, et fait partie des 20 rivières les plus longues et des 10 premières pour le débit au monde. Elle recueille les eaux de la cordillère andine du sud du Pérou et de la Bolivie et compte de grands dénivelés, ce qui en fait une source appropriée pour la production d’hydroélectricité. Le projet d’expansion du Brésil requiert beaucoup d’énergie et ses planificateurs font valoir que les rivières amazoniennes sont peu utilisées. Le “Complexe du rio Madeira” comprend la construction de quatre barrages hydroélectriques, dont deux ont déjà commencé, ceux de Jirau et de San Antonio dans la section brésilienne comprise entre la frontière et Porto Velho. L’usine de Jirau, située à 150 km de la capitale, produira 3.350 MW et celle de San Antonio 3.150 MW. Il s’agit de deux projets prioritaires dans le PAC qui vise l’interconnexion des systèmes isolés des États d’Acre (voisins de Rondônia) et Maranhao (dans le Nord atlantique) au réseau nationale de distribution électrique [2]. Selon plusieurs analystes, le pari est d’utiliser le potentiel hydroélectrique de l’Amazonie au profit des régions Centre et Sud, celles qui possèdent les plus grands parcs industriels, et de favoriser la consommation électrique des secteurs qui consomment l’énergie de manière intensive, comme l’exploitation minière, la métallurgie et les cimenteries. Cela permettrait également de soutenir le secteur agro-alimentaire, « principal stimulateur de la sortie du Brésil sur le Pacifique » [3]. Le Brésil connaît l’expansion du noyau historique du pays (situé dans la région de São Paulo et les États du Sud) vers le Nord, où se développent de grands projets hydroélectriques, construction de routes, expansion de l’élevage et de l’exploitation minière. Au début de 2007, Lula a lancé le PAC avec d’énormes investissements pour quatre années d’un montant total de 503 milliards de dollars, représentant à ce moment là 23% du PIB. En excluant le secteur du pétrole, les principaux investissements sont attribuables à la production et à la distribution de l’électricité avec 78 milliards de dollars. En 2010, il a lancé le PAC 2, avec trois fois plus de ressources, pour atteindre mille milliards de dollars. La production d’énergie électrique est l’un des investissements les plus importants. Le Brésil avait en 2009 une puissance de production installée de 106.000 MW, qui inclue la production hydroélectrique, thermique, éolienne et nucléaire.

L’énergie hydroélectrique était cette année là de 75.500 MW, mais le potentiel de ses rivières est de 260.000 MW, le plus grand du monde, ou “seulement” ; 30% de son potentiel est exploité [4]. Le Plan National de l’Énergie 2030 prévoit d’atteindre 126.000 MW d’hydroélectricité, une croissance de 65% qui sera principalement concentrée dans le bassin de l’Amazonie et le Tocantins [5]. Pour doubler le potentiel des rivières de la forêt, comme le propose le plan “Brésil 2022”, il faut réaliser d’immenses travaux dans un temps très court. La construction de l’usine de Jirau a été autorisée en mai 2008 et le marché a été remporté par le consortium Energia Sustentável do Brasil [Energie durable du Brésil], comprenant Suez Energy, 50,1% ; Camargo Correa avec 9,9% ; Eletrosul avec 20% et la San Francisco Hydroelectric Company avec 20%. Son coût initial était de 5,5 milliards de dollars, financé par la BNDES, Banque nationale du développement. Dès le début, l’usine a été l’objet de plaintes. Elle menace les peuples indigènes vivant en isolement volontaire et l’Institut de l’Environnement (Ibama) a accordé l’autorisation en juillet 2007 en raison de pressions politiques, contre l’avis des ses experts. Le consortium a changé l’emplacement où le projet devait être construit pour le réaliser 9 kilomètres en aval afin de réduire les coûts, sans étude d’impact environnemental. En

février 2009, l'Alabama a décidé d'arrêter les travaux pour utilisation d'une zone sans autorisation et a imposé une lourde amende [6]. Mais, en juin 2009 le permis environnemental définitif a été délivré au milieu des protestations et des manifestations des écologistes.

La Bolivie a également exprimé des critiques des travaux à cause de leur proximité de la frontière, car il est estimé que la formation de deux grands lacs peut favoriser les maladies comme le paludisme et la dengue [7]. Selon les médias brésiliens le paludisme aurait augmenté de 63% dans la région au cours des sept premiers mois de 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. Rébellion dans la jungle Pour les deux usines en construction, sont employés environ 40.000 travailleurs, 70% d'entre eux en provenance d'autres États. Uniquement à Jirau, 20.000 ouvriers travaillent, principalement des manœuvres mal payés (le salaire est de 1.000 reales, soit 410 euros). Ils arrivent aux chantiers, isolés dans la jungle, depuis des lieux éloignés du Nordeste, du Nord et même du Sud du Brésil, souvent abusés par les intermédiaires (appelés « chats ») qui leur promettent des salaires et des conditions de travail bien meilleurs qu'en réalité. Tous doivent payer les « chats » pour leurs services.

Quand ils arrivent au chantier, ils sont déjà endettés. La nourriture et les médicaments sont plus chers car ils doivent les acheter dans les magasins de la société, beaucoup sont logés dans des cabanes en bois, dormant sur des matelas à même le plancher, les toilettes sont loin et peu nombreuses, ils n'ont pas d'électricité et il vivent entassés. Maria Ozânia da Silva, de la Pastorale des Migrants de Rondônia, a déclaré que « les travailleurs se sentent frustrés par les salaires et les réductions qu'on leur fait sans explication » [8]. Le premier problème qu'ils dénoncent est que la Camargo Correa, l'entreprise responsable de Jirau, ne paie pas les heures supplémentaires.

Mais la « révolte des peones » n'est pas pour les salaires, mais pour la dignité, comme le signale le journaliste Leonardo Sakamoto. Parmi les dix principales revendications figurent :

- la fin de les agressions des gardes et des responsables qui utilisent des prisons privées,
- un traitement respectueux envers ceux qui arrivent alcoolisés à leurs logements,
- la fin du harcèlement moral des employés de bureau envers les ouvriers,
- le paiement des heures de transport lorsque le trajet domicile-travail est long,
- une efficacité dans la gestion des réfectoires pour empêcher que la file d'attente pour déjeuner prenne tout le temps de la pause,
- un panier de base qui prenne en compte les prix locaux [9].

Selon Sakamoto, les peones d'aujourd'hui ont un profil très différent de ceux qui travaillaient dans la construction dans les années 90. Maintenant, ils utilisent le téléphone portable et Internet, ils savent ce qui se passe dans le monde, ils sont fiers de bien s'habiller, ils exigent d'être traités avec respect et utilisent souvent le mot « dignité ». Ils n'aiment pas la précarité des installations et des dortoirs, souffrent de l'isolement de leurs familles, et la moindre maltraitance provoque des tensions. Silvio Areco, un ingénieur ayant de l'expérience dans les grands projets, a remarqué le changement : « Avant, celui qui commandait dans un chantier était presque un colonel, il avait de l'autorité. Maintenant, cela ne fonctionne plus, un manœuvre a une plus grande autonomie » [10].

Les entreprises sont très pressées parce que les travaux ont pris du retard et elles font pression sur les travailleurs. En septembre 2009, le ministère du Travail a libéré 38 personnes qui travaillaient en situation d'esclavage et en juin 2010, il a relevé 330 violations des droits dans le chantier de Jirau [11]. Le principal problème est l'insécurité. Selon Da Silva, les migrants deviennent des cibles faciles pour les intermédiaires et les entreprises qui en abusent parce qu'ils ne sont pas protégés. Mais les problèmes ne se limitent pas aux chantiers. Le pasteur de Jaci-Paraná, une ville proche de Jirau, Aluizio Vidal, président du PSOL (Parti socialisme et liberté) de Rondônia, a dénoncé une augmentation de la criminalité et de la prostitution. Entre 2008 et 2010, la population de Porto Velho a augmenté de 12% (elle compte un demi-million d'habitants), mais dans le même temps, les homicides ont augmenté de 44% et, selon le juge pour enfants, les abus sur mineurs ont augmenté de 76% au cours de ces deux années [12].

Selon les mouvements sociaux dans la région, regroupés dans l'Alliance des Rios de l'Amazonie, « Jirau concentre tous les problèmes possibles : avec un rythme non contrôlé, a été apporté dans la région, le « développement » de la prostitution, de la consommation de drogues chez les jeunes pêcheurs et ceux des rives, la spéculation immobilière, la hausse des prix des denrées alimentaires, les maladies sans attention médicale et les violences de toutes sortes » [13].

Elias Dobrovolski, membre de la coordination du Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB - Movimento dos Atingidos por Barragens) qui accompagne les ouvriers depuis le début des travaux, assure que la région autour de Jirau est en train de vivre des problèmes très graves. « Ce sont des villages de deux mille habitants qui abritent aujourd'hui 20.000 personnes. Il n'y a aucune structure pour tant de monde. Il n'y a pas suffisamment d'écoles, de centres de santé et de policiers pour soutenir tous ces gens qui sont venues avec les usines » [14]. À tout cela, il faudrait ajouter que, dans les grands projets du PAC, les morts au travail dépassent la moyenne. La construction civile brésilienne a un taux de décès de 23,8 pour cent mille employés, et les grands travaux de la PAC de 19,7. Aux États-Unis, ce taux est de 10 pour cent mille, en Espagne de 10,6 et au Canada de 8,7. Ce chiffre est trop élevé bien que les grandes entreprises de la constructions « disposent d'assez de technologie pour protéger les travailleurs » [15]. De son côté, le MAB dénonce des journées de travail atteignant 12 heures et une situation d'épidémie dans les chantiers.

Pire encore, les entreprises ont embauché d'anciens colonels qui feraient des sabotages pour criminaliser les syndicats [16]. La rébellion a attaqué les symboles du pouvoir. « Les témoignages sur les attaques ont révélé que les hommes qui sont venus pour détruire les logements ont mis d'abord le feu à ceux des responsables et des ingénieurs » [17]. Les syndicats, les entreprises et le gouvernement Les travailleurs de la construction civile sont passés

de 1,8 millions en 2006 à 2.800.000 en 2010. Le taux de chômage dans le secteur est à peine de 2,3%. Les syndicats font valoir que lorsque les travaux d'infrastructure atteindront leur maximum, en incluant ceux de la Coupe du Monde 2014 et des Jeux olympiques de 2016, pour le seul secteur du PAC, ils seront un million de travailleurs. C'est quelque chose qui déborde à la fois les employeurs et les syndicalistes.

La révolte des peones de Jirau a pris tout le monde par surprise : le gouvernement comme les employeurs et les syndicats. Victor Paranhos, président du consortium, a déclaré : « C'est inquiétant parce que nous ne savons quel est le motif. Il n'y a même pas de leaders » [18]. Fait intéressant, c'est très similaire à ce que disent les syndicalistes. « Dans ces révoltes de Jirau nous voyons qu'il n'y a pas de chef de file pour négocier une trêve », a déclaré Paulo Pereira da Silva de Força Sindical [19]. De son côté, la CUT n'est pas en reste et a défendu le gouvernement contre les travailleurs : « Ils doivent retourner au travail. Je suis Brésilien et je veux voir cette usine fonctionner » [20]. Cette culture partagée entre les employeurs et les syndicats, qui vise à rediriger la protestation sociale dans des canaux institutionnels ou à étouffer par la présence massive de la police militaire (le gouvernement a envoyé 600 policiers militaires), ne comprend pas que cette rébellion n'est pas seulement ni principalement pour le salaire. Des groupes comme le MAB, les Indiens et les Pastorales, en ont fait une lecture différente. « La révolte est un reflet de l'autoritarisme et des profits par accumulation de richesses à travers l'exploitation de la nature et des travailleurs », déclare un communiqué du MAB [21].

Selon l'Institut Humanitas Unisinos, la révolte de Jirau n'a sensibilisé ni la gauche ni les écologistes. Les sites de ces mouvements ont à peine couvert le conflit. « La violence du soulèvement de Jirau et celle des Arabes est similaire, mais leur réception ici, dans les deux cas, a été contraire », a écrit le journaliste Janio de Freitas [22]. Le 5 avril à San Antonio, les travailleurs sont retournés au travail après 10 jours de grève par un vote dans les assemblées d'un accord entre la CUT et la société Odebrecht qui offre une anticipation de l'augmentation des salaires de 5% dans l'attente d'une négociation finale, une augmentation du panier alimentaire de base de 110 à 132 réels et cinq jours de congé tous les trimestres pour rendre visite aux familles avec un droit de voyage aérien [23]. Les travaux de Jirau sont toujours paralysés après 20 jours dans l'attente de négociations avec la Camargo Correa.

« Le PAC est une synthèse du modèle de développement qui réédite le projet d'un Brésil grandiose comme à l'époque de Getúlio Vargas, de Juscelino Kubitschek et la période militaire. Un modèle basé sur les grands travaux, en particulier l'exploitation énergétique en vue de la consommation d'énergie d'une nation émergente exportatrice de produits de base » note le rapport intitulé « La rébellion de Jirau » [24]. Cette croissance exponentielle du Brésil s'apprête à transformer l'Amazonie et toutes ses ressources en matières premières, un projet qui rencontre peu d'opposants organisés car il est partagé par les syndicats et les employeurs, la gauche et la droite, le gouvernement et l'opposition. Le mouvement qui défend les personnes affectées par les barrages (MAB) résiste depuis 20 ans à ce qu'il considère comme une spoliation et une destruction. Leur slogan est « L'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises ». La révolte de Jirau est une réponse des plus pauvres, les hommes de peine du Brésil, au projet ambitieux de modernisation et d'approfondissement du capitalisme. Gilberto Cervinski, du MAB, résume le problème : « Construire les usines du rio Madeira, c'est ouvrir l'Amazonie à des dizaines d'autres centrales hydroélectriques, sans même discuter de ce que nous pensons être la question fondamentale : de l'énergie pour quoi faire ? Et pour qui ? » [25]. Raúl Zibechi Le 12 avril 2011 [Traduction : XYZ pour le site OCLibertaire. Reproduction vivement encouragée]

*****Note additionnelle de la traduction• Ce réveil social déborde même au-delà des entreprises impliquées dans le programme de grands travaux. Le 24 mars, les travailleurs d'une usine de São Domingos, située dans l'État du Mato Grosso do Sul, révoltés par les conditions de travail déplorables se sont lancés dans un mouvement de protestation après qu'un travailleur ait été agressé par un agent de sécurité. Plusieurs semaines auparavant, les travailleurs ont dénoncé le non-paiement des heures supplémentaires et les mauvaises conditions de logement. Pendant la rébellion des quelque mille travailleurs une partie des logements et des installations de l'usine a été incendiée. La croissance capitaliste ouvre-t-elle un nouveau cycle de luttes ouvrières ?

• La centrale hydroélectrique de Jirau sera exploitée (à 50,1%) par le groupe français GDF-Suez, qui est la première entreprise étrangère dans le secteur de la production d'énergie au Brésil. Elle doit entrer en exploitation en 2012. Avec un mois de paralysie total et quelques dégâts, il n'est pas sûr que les délais seront respectés; Mais pour l'instant, les fonds «publics» de l'État brésilien semblent abonder.

• Les turbines de cette centrale seront fournies par la société française Alstom Power, de même que les 72 turbines prévues pour le mégaprojet de Belo Monte qui doit devenir, à partir de 2015, la troisième centrale hydroélectrique la plus importante au monde (11.200 MW), après les Trois Gorges en Chine et celle d'Itaipu à la frontière Brésil-Paraguay. Le Brésil, pays dit émergent, fonce dans une course effrénée dans le développement capitaliste à grande échelle avec à sa tête un gouvernement de gauche qui s'en porte garant à tous les niveaux. Mais cela ne marche pas toujours heureusement, ces mouvements sociaux de mars 2011 marquent peut-être le début d'une rupture avec la décennie écoulée de relative paix sociale.

Un gouvernement qui, il y a peu encore, soutenait les Forums sociaux altermondialistes en déclarant qu'« un autre monde est possible » avec des organisations comme ATTAC, des syndicalistes ou des groupes de l'extrême gauche «révolutionnaire», entre autres).

Un gouvernement, faut-il rappeler aussi, qui a eu de cesse d'encourager le développement agro-industrie des OGM (le soja en particulier) et la production à grande échelle des biocarburants (éthanol), au point qu'on peut se demander pourquoi tant d'écologistes ont pu si longtemps soutenir ce régime ?

Les récentes rébellions sociales des travailleurs de ces entreprises et les contestations menées depuis au moins deux

décennies par les populations indigènes des mégaprojets hydrauliques ou d'extraction gazière, pétrolière ou minière, en particulier dans l'Amazonie, commencent à bloquer un peu la machine, à ouvrir des brèches, sans doute pas encore suffisamment. La folie Belo Monte au mois de mars, malgré des mois de manifestations et de contestations, les premiers travaux du mégaprojet de Belo Monte ont commencé. Mais rien n'est joué. Les communautés indiennes sont particulièrement déterminées à ne pas se laisser imposer ce projet autant que derrière, il y a d'autres enjeux. Le gouvernement brésilien est actuellement en train de discuter un projet de loi qui permettrait l'exploitation minière sur les terres indiennes.

Reste que, comme le rappelle Raúl Zibechi, ces communautés sont relativement isolées dans le Brésil actuel hormis quelques cercles militants indépendants de la « gauche » au pouvoir et de ses relais organisés (syndicats, mouvements sociaux...), et certaines ONG notamment Survival International, ne trouvant des appuis que dans quelques sphères internationales et chez certains stars médiatiques comme Sting ou de célèbres acteurs et réalisateurs de cinéma. Pas sûr que cela suffise. Pour mémoire, le projet de méga-barrage de Belo Monte, c'est la déforestation à grande échelle, c'est au bas mot 160.000 hectares inondés (le quart d'un département français), environ 30.000 personnes (des populations indiennes appartenant à plusieurs ethnies) déplacées et arrachées d'un environnement vital qu'elles connaissent intimement et dont elles maîtrisent parfaitement les éléments relationnels, économiques et symboliques qu'elles y ont établis et qui leur permettent de vivre, c'est aussi la réduction du stock de poissons dont les Indiens, tels que les Kayapó, les Arara, les Juruna, les Araweté, les Xikrin, les Asurini et les Parakanã, dépendent étroitement pour leur survie. A travers ce projet, il s'agit, entre autre, de faciliter le développement des projets d'extraction minière, notamment la bauxite des gisements de l'État du Pará pour sa transformation en aluminium, dont on connaît les bienfaits en matière de contamination et ses conséquences neurotoxiques (Alzheimer), maladies de la peau, arrêts cardiaques et autres décalcifications osseuses...

Il y a quelques semaines, plusieurs centaines d'Indiens de différents groupes ont une fois de plus manifesté contre le barrage, et cette fois ont annoncé que le rio Xingu deviendra « une rivière de sang » et que la « guerre » sera déclarée si la construction a lieu. Paroles en l'air ? Peut-être mais pas sûr : les porte-parole des communautés, généralement, ne parlent pas pour ne rien dire. En tous cas, même si d'autres permis de construire doivent encore être délivrés pour la totalité du projet, tout semble indiquer que le temps de la confrontation approche.

A suivre... Le 15 avril 2011 P.-S. Raúl Zibechi est analyste international pour l'hebdomadaire Brecha de Montevideo, enseignant et chercheur sur les mouvements sociaux à la Multiversidad Franciscana de América Latina. Il est aussi conseiller auprès de plusieurs groupes sociaux. Il écrit chaque mois pour le Programme des Amériques (www.cipamericas.org/es). À plusieurs reprises, nous avons publiés certains de ses articles sur ce site.

Deux de ses ouvrages sont disponibles en français. Argentine. Généalogie de la révolte. La société en mouvement. Editions CNT, 2004

Disperser le pouvoir. Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques. Soulèvements et organisation à El Alto (Bolivie). L'Esprit frappeur, 2009

Ressources Coordinación de las Organizaciones Indígenas de la Amazonía Brasileña (COIAB), 24 de marzo de 2011. Efraín León Hernández, « Energía amazónica. La frontera energética amazónica en el tablero geopolítico latinoamericano », Posgrado de Estudios Latinoamericano, UNAM, México, 2007.

Instituto Humanitas Unisinos, « La rebelión de Jirau », en Coyuntura de la Semana, 28 de marzo de 2011.

Maria Ozânia da Silva (Pastoral del Migrante de Rondonia), entrevista en IHU Online, 14 de marzo de 2011.

« Manifiesto de apoyo a los grabajadores y afectados del río Madera », MST, CPT, CUT y MAB, 31 de marzo de 2011.

Movimento de Atingidos por Barragens (MAB-Mov. de Afectados por Represas), www.mabnacional.org.br

« Trabalhadores de Jirau dizem ser tratadazos como bandidos », Folha de São Paulo, 21 de marzo de 2011.

Notes [1] C'est l'une des grandes entreprises de construction du Brésil, elle emploie 60 000 personnes et construit une partie des infrastructures en Amérique du Sud. [2] Efraín Hernández León, op cit p. 137 [3] Ibid, p. 138 [4]

Agence Nationale de l'Énergie Électrique (ANEEL), Atlas de energia elétrica do Brasil, Brasília, 2008, p. 57 [5]

Idem [6] Folha de São Paulo, 19 février 2009 [7] O Globo, 13 mars 2009 [8] Entretien avec Maria Ozânia da Silva, IHU

Online, 14 mars 2011 [9] « A luta por respeito e dignidade », Leonardo Sakamoto, dans

<http://blogdosakamoto.uol.com.br/> [10] Folha de São Paulo, 20 mars 2011 [11] Leonardo Sakamoto, ibid [12] « A

rebelião de Jirau », IHU Online, op cit. [13] L'Alliance est composée de : Aliança Tapajós Vivo ; Movimento

Xingu Vivo Para Sempre ; Movimento Rio Madeira Vivo ; Movimento Teles Pires Vivo para Sempre [14] « O conflito

em Jirau e apenas o início do filme », IHU Online, 24 mars 2011 [15] O Globo, « Mortes em obras do PAC

estão acima dos padrões », « Les décès dans les chantiers du PAC sont au-dessus des normes », 26

mars 2011 [16] Note du MAB, 18 mars 2011 sur www.mabnacional.org.br [17] O Estado de São Paulo, 19 mars 2011 [18]

O Estado de São Paulo, 18 mars 2011 [19] « Dilma quer saída para greves em obras do PAC », [Dilma veut

une issue pour les grèves dans les chantiers du PAC], Jornal Valor, 24 mars 2011 [20] « A rebelião de Jirau »,

op cit [21] MAB, 17 mars 2011 [22] "Depois da Hora certa", Folha de São Paulo, 20 mars 2011 [23] CUT, le 4 avril 2011

dans <http://www.cut.org.br/destaques/205...> [24] IHU Online, 28 mars 2011 [25] Idem